“Nous sommes de retour !” : Justin Trudeau et la gestion de l’immigration

“We’re back!”: Justin Trudeau et la gestion de l’immigration

Chedly Belkhodja et Catherine Xhardez

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/4123>

DOI : 10.4000/eccs.4123

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 179-204

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Chedly Belkhodja et Catherine Xhardez, « “Nous sommes de retour !” : Justin Trudeau et la gestion de l’immigration », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 89 | 2020, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 22 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/4123> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.4123>

“Nous sommes de retour !” : Justin Trudeau et la gestion de l’immigration

Chedly BELKHODJA et Catherine XHARDEZ, Université Concordia

Cet article dresse un bilan du premier mandat du gouvernement de Justin Trudeau sur sa gestion de l’immigration. Deux moments forts sont analysés, soit l’accueil des réfugiés syriens en 2015-2016 et les arrivées irrégulières à la frontière canado-américaine à partir de 2017. Au début de son mandat, en affichant un discours optimiste et compassionnel, le gouvernement libéral va se démarquer des années Harper. Cette ambition sera un succès avec l’opération syrienne mais plus difficile à réaliser face aux traversées irrégulières à la frontière en raison d’une pression médiatique et politique forte, mais aussi de l’évolution du régime d’immigration canadien.

This article takes stock of the first term of Justin Trudeau’s government on its management of immigration. Two strong moments are analyzed, namely the reception of Syrian refugees in 2015-2016 and irregular arrivals at the Canada-US border from 2017. At the start of its mandate, by displaying an optimistic and compassionate speech, the Liberal government will stand out from the Harper years. This ambition will be a success with the Syrian operation but more difficult to achieve in the face of irregular border crossings due to strong media and political pressure, but also to the evolution of the Canadian immigration regime.

Le 19 octobre 2015, la victoire du parti libéral et de Justin Trudeau marque l’aboutissement d’une longue campagne électorale qui va permettre aux Libéraux de défaire les Conservateurs de Stephen Harper, au pouvoir depuis le 6 février 2006. Cette élection indique un changement d’époque : la fin des années Harper et d’un conservatisme développé dans l’ouest canadien depuis les années 1990 (BOILY 2007 ; RAYSIDE et FARNEY 2013 ; LEWIS et EVERITT 2017). Alors que traditionnellement peu politisée au Canada (TREBILCOCK 2019), la question de l’immigration va mobiliser l’électorat et être un enjeu clé de la campagne de 2015. En l’occurrence, le Parti libéral s’oppose à la rhétorique conservatrice avec un discours qui se veut accueillant et positif (« Canada’s back » et « sunny ways ») (DOBROWOLSKY 2017 ; NIMIJEAN 2018). Le chef des Libéraux, Justin Trudeau, fait de nombreuses déclarations sur la nécessité de réformer le système de réinstallation des réfugiés au Canada, et s’engage à accueillir plus de 25 000 réfugiés syriens s’il est élu (GARCEA et KIKULWE 2019 ; HAMILTON, VERONIS, et WALTON-ROBERTS 2020).

Comme Premier ministre, Justin Trudeau promet de rompre avec les années Harper en matière d’immigration (Alboim et Cohl 2012 ; Loft 2014 ; Belkhodja 2014), qui ont été marquées par de nombreuses réformes et décrets ministériels et qui ont durci la position du gouvernement sur certains aspects (OMIDVAR 2016 ; ABU-LABAN 2017 ; BAGLAY 2017 ; GREY, MACINTOSH, et MARSDEN 2019). L’arrivée des Libéraux au pouvoir (« nous sommes de retour ! ») annonce un changement de cap considérable dans la

manière de concevoir le dossier de l'immigration. Surtout, suite à la campagne de 2015, les attentes (que ce soit au niveau des responsables politiques ou de la société civile) sont nombreuses et élevées. Mais, au-delà des discours, qu'en est-il vraiment ? Quel a été le bilan du gouvernement Trudeau en matière d'immigration ? Pour comprendre si le gouvernement Trudeau s'est démarqué du gouvernement précédent, nous analysons à la fois les promesses libérales de campagne en 2015 mais surtout deux moments clés et révélateurs du régime migratoire prôné par Justin Trudeau : l'accueil de plus de 40 000 réfugiés syriens (2015-2016) et l'arrivée de migrants à la frontière américano-canadienne (2017-2018).

Au-delà du discours de changement et du contexte politique particulier lié à l'accueil des réfugiés, cet article met en évidence un glissement dans la rhétorique adoptée par Justin Trudeau en matière d'immigration entre les premiers moments de son gouvernement, marqués par le plan d'accueil des réfugiés syriens, et la fin de son mandat, teintée par le dossier sensible des traversées irrégulières à la frontière. Durant son premier mandat, Trudeau a à la fois bénéficié d'une aura médiatique positive construite sur ses messages d'accueil et d'ouverture aux migrants mais a aussi fait l'objet de critiques appuyées, que ce soit de la part de ses adversaires politiques qui l'ont accusé de créer un « appel d'air » ou de la part de certaines provinces directement confrontées à l'accueil des « migrants de la frontière ». Plus globalement, le gouvernement Trudeau s'est inscrit dans une continuité et non une véritable rupture si nous prenons en considération des transformations plus globales du modèle canadien de l'immigration qui remontent aux années 1990 (ARAT-KOC 1999). Cette observation appuie la thèse d'une transformation plus profonde du champ de l'immigration vers ce que plusieurs observateurs ont qualifié de changement paradigmatique du régime migratoire (PELLERIN 2011; DAUVERGNE 2016).

Après avoir discuté de l'« exceptionnalisme » canadien face à la migration, la première section de cet article résume l'héritage conservateur et revient sur la campagne de 2015 ainsi que sur la polarisation des deux camps. La deuxième section s'attache à décrire les années Trudeau à travers deux moments clés de son mandat : l'accueil des réfugiés syriens et la gestion des arrivées irrégulières à la frontière. Ensuite, l'évaluation du bilan des Libéraux comme étant en demi-teinte s'articule autour de trois enseignements. Premièrement, l'arrivée de Trudeau a bel et bien marqué un changement de cap en matière migratoire, en particulier à travers la présentation d'un *ethos* de la compassion au début de son mandat. Deuxièmement, il faut cependant prendre en considération l'écart entre discours et politiques, le changement d'orientation ayant été plus rhétorique que pratique. Alors que l'opération d'accueil des réfugiés syriens au

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

début du mandat démontre une ouverture et une volonté de changement, le traitement des arrivées irrégulières dans la seconde moitié du mandat suggère un retour à des politiques restrictives. Troisièmement, il faut situer ce premier mandat de Trudeau dans des tendances plus globales qui mènent au rapprochement des régimes migratoires. Finalement, la conclusion revient sur la qualification de bilan en « demi-teinte » et explore les défis migratoires qui risquent de marquer le second mandat de Trudeau.

La campagne électorale de 2015 : politisation de l’immigration et promesses du camp Trudeau

Le Canada est considéré comme un pays traditionnel d’immigration (*immigration settler society*) : l’immigration fait partie intégrante de son histoire et a un rôle fondamental dans son développement économique, politique et social. Nation construite grâce à l’immigration, le Canada est souvent mis en avant pour son « exceptionnalité » en la matière (BLOEMRAAD 2012 ; HIEBERT 2016 ; TREBILCOCK 2019). D’abord, d’un point de vue géographique, le Canada bénéficie d’une grande autonomie pour contrôler les arrivées sur son territoire. Il se distingue également par une augmentation volontaire du nombre d’immigrants chaque année. En 2018, plus de 321 000 résidents permanents ont rejoint le Canada (un record depuis 1913) (IRCC 2019b, 16) et le pays s’est engagé à en accueillir 351 000 en 2021 et 361 000 en 2022 (IRCC 2020). Le Canada choisit des immigrants permanents à travers différentes catégories : *économique* (travailleurs qualifiés sélectionnés à l’étranger – sur base d’un système de points – en raison de leurs compétences professionnelles), *familiale* (membres de la famille sponsorisés par des citoyens canadiens ou des résidents permanents) et *humanitaire* (réfugiés). Les enjeux politiques liés aux politiques d’immigration concernent notamment la répartition des immigrants entre ces différentes catégories, les conditions de ces programmes, mais aussi les rapports entre les canaux d’immigration permanente et temporaire. L’immigration temporaire, sans voie directe vers la citoyenneté, n’a cessé de s’accroître (IRCC 2019b, 16) et a dépassé – déjà depuis le milieu des années 2000 – les catégories d’immigration conçues pour les résidents permanents.

Plus généralement et contrairement à d’autres pays occidentaux, l’opinion publique reste favorable à l’immigration et optimiste par rapport à son apport économique (SOROKA ET ROBERTON 2010 ; BLOEMRAAD 2012 ; HIEBERT 2016). Le Canada se distinguait également traditionnellement par l’absence de polarisation majeure sur le sujet entre les partis politiques (TREBILCOCK 2019). Résultat de son exceptionnalisme, mais aussi de facteurs structurels liés à son système électoral et à sa démographie, l’immigration était

considérée comme une '*non-issue*' ou comme un sujet non-partisan au Canada (BLACK et HICKS 2008 ; FÍRTOVÁ 2019). Ceci ne signifie pas que l'immigration n'était pas présente dans les campagnes électorales, mais plutôt que la polarisation sur le sujet était faible. Cependant, l'élection fédérale de 2015 rompt avec cette tendance avec une saillance majeure de cette thématique et de fortes oppositions entre le Parti conservateur et le Parti libéral sur les orientations à suivre en matière d'immigration.

Durant leurs neuf années au pouvoir, les Conservateurs (sous l'égide du ministre de l'Immigration et de la Citoyenneté, Jason Kenney) ont modifié de manière substantielle le domaine de l'immigration, menant à une « petite révolution » (OMIDVAR 2016, 195), que ce soit au niveau des politiques, des lois, des règlements, des systèmes ou des procédures – même si ces changements sont difficiles à caractériser (PAQUET et LARIOS 2018). Si d'un côté, le gouvernement conservateur a continué à augmenter les niveaux d'immigration, à adhérer au multiculturalisme ainsi qu'à courtiser les électeurs d'origine immigrée (GAUCHER 2020), d'un autre côté, l'ère conservatrice a fait exploser l'immigration temporaire, a fortement décentralisé les politiques d'immigration (notamment au profit des provinces ou des acteurs privés) (PAQUET et XHARDEZ 2020), a complètement revu le système de sélection des immigrants économiques (BAGLAY 2017), a élargi les fondements pour perdre sa citoyenneté (ABU-LABAN 2017) et, surtout, a mis en avant un vocabulaire de suspicion envers les réfugiés ou les immigrants musulmans (GREY, MACINTOSH, et MARSDEN 2019). Pour expliquer l'ampleur et la direction de ces changements dispersés, les chercheurs ont mis en évidence des considérations électorales (MARWAH, TRIADAFILOPOULOS, et WHITE 2013), l'influence du néo-libéralisme (ROOT, SHIELDS, et GATES-GASSE 2019), l'idéologie conservatrice (DUFOUR et FORCIER 2015) ou encore une volonté de redéploiement de l'État (*venue-shopping*) dans ce domaine (PAQUET et LARIOS 2018). Quoi qu'il en soit, c'est une vision économique de l'immigration qui se dégage de ces années (OMIDVAR 2016 ; DAUVERGNE 2016) : il s'agit de repenser la manière dont l'immigration vient augmenter la compétitivité économique du pays et s'assurer que le « bon immigrant » s'ajuste rapidement aux besoins du marché de l'emploi.

Pendant la campagne électorale de 2015, les Conservateurs se portent à la défense de la civilisation occidentale menacée par des pratiques soi-disant rétrogrades liées à l'Islam (LAWSON 2015). Par exemple, en début de campagne et suite à un jugement de la Cour d'appel fédérale, les Conservateurs s'engagent à interdire le port du *niqab* lors des cérémonies d'assermentation à la citoyenneté. Dans le même temps, Stephen Harper écarte la possibilité d'accueillir un grand nombre de réfugiés comme l'Allemagne d'Angela Merkel. Dans le contexte des

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

attaques terroristes de janvier 2015 en France, le gouvernement Harper préfère adopter et prôner une politique restrictive en matière d’immigration (SIMMONS 2017). Questionné sur la position de son gouvernement sur l’accueil des réfugiés, le Premier ministre Harper détaille sa préférence pour un accueil ciblé (« donner la priorité aux bonnes personnes et aux réfugiés honnêtes ») et pour accorder la priorité aux minorités religieuses et ethniques (LABBÉ 2015). Par conséquent, dans le discours conservateur, certaines catégories de migrants sont privilégiées au détriment d’autres, considérées comme plutôt indésirables (FIRTOVÁ 2019 ; GAUCHER 2020).

En revanche, Justin Trudeau dégage un ton nettement plus progressiste et attaché aux valeurs canadiennes de tolérance et du pluralisme. Saisissant le moment d’émotion après la parution de la photo du jeune syrien Aylan Kurdi, mort échoué sur une plage en Turquie, le chef des Libéraux fait la promesse d’accueillir 25 000 réfugiés syriens avant la fin de l’année 2015 (RADIO-CANADA 2015b). Les Libéraux décrivent les propositions conservatrices (que ce soit par rapport à l’interdiction du port du *niqab* pendant les cérémonies de citoyenneté ou à la possibilité pour les Canadiens de signaler des « pratiques culturelles barbares » (TOLLEY 2017, 112) comme stigmatisant en particulier les femmes musulmanes et rappellent l’importance du modèle multiculturaliste. Durant la campagne électorale, Trudeau prend également une position opposée à celle de Harper sur l’enjeu de la double-citoyenneté et s’engage à revoir les dispositions contraignantes du projet de loi C-24 qui permet de révoquer la citoyenneté de certains Canadiens accusés de terrorisme (RADIO-CANADA 2015b).

Deux principes guident les discours et les promesses électorales de Justin Trudeau dans sa gestion du dossier de l’immigration – ces inclinaisons seront d’ailleurs marquées au début de son premier mandat. Premièrement, une volonté de renouer avec l’identité canadienne libérale développée au début des années 1960 autour des valeurs telles que la diversité et le pluralisme, réalité d’un pays diversifié. Ce lien avec l’héritage libéral du multiculturalisme et du bilinguisme sera souligné dans de nombreux discours, dont le plus marquant reste – quelques mois après son élection, en décembre 2015 – l’interview du nouveau Premier ministre dans le *New York Times Magazine* où il présente le Canada comme post-national :

There is no core identity, no mainstream in Canada (...) There are shared values — openness, respect, compassion, willingness to work hard, to be there for each other, to search for equality and justice. Those qualities are what make us the first postnational state. (LAWSON 2015).

Deuxièmement, Justin Trudeau insiste sur sa volonté de se défaire de la rhétorique réactive, restrictive et sécuritaire des années Harper en réformant le système d'immigration pour promouvoir un plus grand accès à la citoyenneté pour des catégories de migrants (HADFIELD 2017). Les Libéraux promeuvent alors une rhétorique positive (en parlant de « Canada's back » ou « sunny ways ») (NIMIJEAN 2018) pour s'opposer à la rhétorique négative des conservateurs (DOBROWOLSKY 2017 ; LALANCETTE et CORMACK 2020).

En conclusion, cette campagne électorale est cruciale pour tirer un bilan de l'action du gouvernement Trudeau en matière d'immigration. De plus, l'immigration n'a pas seulement été un sujet politisé, c'était aussi un enjeu électoral puisque les immigrants faisaient partie de la stratégie électorale conservatrice ('ethnic outreach strategy') (TOLLEY 2017 ; GAUCHER 2020). Par le passé, le Parti conservateur avait été capable de capter un électorat issu des communautés ethniques grâce à l'idéologie du néo-conservatisme développée autour des thèmes de l'ordre et la sécurité, de la responsabilité fiscale et entrepreneuriale des individus et des valeurs traditionnelles. Si les Libéraux sortent gagnants de cette campagne, c'est également parce qu'ils réussissent à opposer une vision plus collective au discours conservateur sur l'immigration, présenté comme restrictif et stigmatisant ou encore insensible face au drame des réfugiés syriens – ce qui leur a permis de rallier des électeurs qui ne se reconnaissaient pas dans ces positionnements (TOLLEY 2017, 122-23 ; GREY, MACINTOSH, et MARSDEN 2019, iii). Lorsque le gouvernement Trudeau arrive au pouvoir, il emporte avec lui ce bagage plein de promesses, d'espoirs et d'attentes en matière d'immigration.

Le mandat de Trudeau : de l'euphorie à l'épreuve de la réalité

Dès le début de son mandat, Justin Trudeau entend renouer avec une approche plus « compassionnelle » de la politique (HADFIELD 2017), sur plusieurs plans. En premier lieu, son gouvernement se veut être accessible et à l'écoute de la population canadienne. Il doit lui ressembler comme l'illustre la composition du premier cabinet Trudeau formé selon la parité hommes-femmes, l'âge et l'origine ethnique (RADIO-CANADA 2015a). Deuxièmement, le pays doit se réengager sur le plan diplomatique et humanitaire. Il doit reprendre sa place sur la scène internationale, notamment par sa participation aux grands forums internationaux comme les Nations-Unies et les conférences autour des changements climatiques. Troisièmement, le Canada doit réinvestir le champ symbolique de l'identité canadienne et la rendre encore plus ouverte à la diversité et à la pluralité (BISCAHIE 2019). Finalement, le Canada de Trudeau adopte une position d'ouverture, image qui sera bien alimentée par les médias qui présentent le jeune Trudeau comme le représentant d'une nouvelle génération en politique

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

progressiste et accessible (HADFIELD 2017 ; LALANCETTE et CORMACK 2020). Dans les premiers mois de son mandat, Trudeau profite de cet état de grâce, en représentant le changement et la nouveauté mais aussi un « un ethos axé sur l’authenticité, la compassion et la compétence » (VOSSEN 2019).

En ce qui concerne l’immigration, Justin Trudeau s’emploie à mettre en avant des réformes pour rompre avec l’héritage conservateur. Par exemple, quelques mois après l’élection, les Libéraux introduisent le projet de loi C-6¹ afin de modifier la Loi sur la citoyenneté et d’abroger des dispositions fortement débattues (entre autres, en ce qui concerne certaines barrières à l’acquisition de la citoyenneté ou à sa perte possible pour un binational dans certaines circonstances) (ABU-LABAN 2017). Il adopte plusieurs mesures favorables à différentes catégories de migrants comme, entre autres, l’annulation du visa d’entrée pour les Mexicains, le rétablissement de l’assurance santé pour les personnes réfugiées en attente de statut², ou encore la facilitation du processus d’immigration pour les étudiants internationaux établis au pays.

Si l’analyse de l’ensemble des modifications apportées au régime canadien d’immigration va au-delà de l’ambition de cet article, nous nous concentrons sur deux moments révélateurs afin de mieux cerner le bilan du gouvernement Trudeau en matière d’immigration. Dans un premier temps, la promesse d’accueillir 25 000 réfugiés syriens, qui va permettre au gouvernement de se démarquer d’autres nations, notamment des États-Unis. Dans un second temps, l’arrivée de migrants à la frontière canado-américaine à partir de janvier 2017, qui va mener à des fortes oppositions – au niveau fédéral et provincial – et mettre en difficulté le cap fixé par Justin Trudeau en matière d’immigration.

L’accueil des réfugiés syriens (2015-2016)

Durant la campagne électorale, Justin Trudeau avait fait la promesse d’accueillir 25 000 réfugiés syriens avant la fin de l’année 2015. En fin de compte,

¹ Le projet de loi C-6, la *Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté et une autre loi en conséquence*, a reçu la sanction royale le 19 juin 2017. Ce projet de loi qui élimine notamment la possibilité de révoquer la citoyenneté de double-citoyens pour terrorisme a été un changement symbolique important. Cependant, il y a eu une augmentation des cas de révocation de citoyenneté pour « fraude » dans les premières années du gouvernement Trudeau (PARENT 2016).

² Il s’agit du Programme fédéral de santé intermédiaire (PFSI), qui avait été aboli en 2012 par les Conservateurs. La Cour fédérale a ensuite déclaré invalide l’abolition de ce programme et les Libéraux ont décidé de ne pas faire appel. Voir le jugement et motifs de la Cour fédérale : *Médecins canadiens pour les soins aux réfugiés, l’Association canadienne des avocats et avocates en droit des réfugiés, Daniel Garcia Rodrigues, Hanif Ayubi et Justice for Children and Youth c. Le Procureur général du Canada et le Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration*, 2014 CF 651, 4 juillet 2014.

à la fin de l'opération #Bienvenueauxréfugiés (IRCC 2019a), soit 100 jours après l'élection, en février 2016, le gouvernement aura permis à 26 172 syriens de s'installer au Canada et, en janvier 2017, ce sont 40 081 réfugiés qui auront été réinstallés à travers le pays (HAMILTON, VERONIS, et WALTON-ROBERTS 2020). Leur accueil faisait partie des promesses de campagne libérale :

La population canadienne est ouverte, tolérante et généreuse. Ces qualités devraient se refléter dans l'accueil que fait le Canada aux réfugiés fuyant les conflits. [...]

Les Canadiennes et les Canadiens ont été profondément touchés par la souffrance des réfugiés en provenance de la Syrie et des environs. Le Canada a su tendre la main tout au long de son histoire, que l'on pense aux réfugiés hongrois dans les années 1950, aux réfugiés musulmans ismaéliens dans les années 1970 ou aux populations fuyant l'Asie du Sud-Est par la mer dans les années 1970 et 1980 (PARTI LIBÉRAL DU CANADA 2015, 70).

Cette rhétorique continue de marquer cette période d'accueil, à travers un état de compassion qui se remarque dans plusieurs gestes du Premier ministre et de son gouvernement à l'égard de l'opération syrienne. Justin Trudeau est à l'aéroport Pearson de Toronto pour accueillir la première famille syrienne au Canada et déclarer : « You're safe at home now » (HINSLIFF 2016). Le ministre canadien de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, John McCallum, invite les provinces et les municipalités à accueillir des réfugiés syriens et note l'enthousiasme du pays à les recevoir. On inscrit ce devoir d'accueil de personnes vulnérables dans une longue histoire de refuge qui remonte à l'arrivée des Loyalistes après la révolution américaine de 1776 (BEYLIER 2018, 14). L'opération syrienne de 2015-2016 rappelle d'autres grandes opérations de réinstallation dans l'histoire : réfugiés hongrois après la révolution hongroise de 1956 ou encore réfugiés indochinois à la fin des années 1970 (ALBOIM 2016). Dans de nombreuses localités, des volontaires ont répondu à l'appel des autorités et sont venus assister à l'accueil des réfugiés (BELKHODJA 2020). La trame narrative qui se construit à travers cet accueil des réfugiés syriens se base sur des « valeurs » ou « qualités » canadiennes (ouverture, tolérance, générosité, compassion, etc.).

En parallèle, la société civile et les organismes communautaires réagissent très favorablement à l'arrivée des Libéraux au pouvoir et s'engagent activement dans l'opération syrienne. C'est une façon de montrer la vraie valeur du travail de nombreuses organisations un peu marginalisées durant les années Harper. En septembre 2015, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) développe une stratégie d'accueil des réfugiés syriens. Les maires, mais aussi les

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

élus, de grandes et plus petites villes, répondent positivement à l’appel du gouvernement fédéral, soulignant la nécessité que les responsables politiques et communautaires aident pour « set a welcoming tone and counter backlash » (FCM 2016, 3). Le secteur de l’accueil et l’établissement des personnes immigrantes a joué un rôle central dans l’opération syrienne. Une lecture des déclarations des principales organisations permet de saisir le moment euphorique marqué par cette rupture avec l’ancien régime des Conservateurs. Lors d’une allocution en novembre 2015, Chris Friesen, président et fondateur de l’Alliance canadienne du secteur de l’établissement des immigrants (SCSEI), déclare :

So, this next year 2016 could be unprecedented in Canadian history. From coast, to coast, to coast, Canadians have embraced this great Canadian national project. For those of us working in agencies, suddenly we realized, but what we already knew, is that we hold the power, we hold the knowledge, we have the expertise on the ground. [...] After ten years of negative discourse of refugees, now everyone in Canada wants to be part of the great Canadian national project that Syrians refugees have become (Pathways to Prosperity Canada 2016).

De même, en décembre 2015, Debbie Douglas, directrice générale de l’*Ontario Council of Agencies Serving Immigrants* (OCASI) affirme :

We end the year in a very different place from where we started. There is a sense of optimism in the air as we prepare to work with this new government that has given every indication that it will reverse the draconian immigration and refugee policies enacted by the previous federal government. There is a sense that civil society and the important role that we play in shaping public policy is once again respected and appreciated (Douglas 2015).

Ces déclarations montrent à quel point les attentes et les espoirs du milieu communautaire étaient grandes avec l’arrivée des Libéraux au pouvoir. Ainsi, le début du mandat de Trudeau est indéniablement marqué par cet accueil des réfugiés syriens et la rhétorique positive, liée aux valeurs canadiennes, qui s’en dégage. En étudiant les discours entourant le plan des Libéraux pour réinstaller les réfugiés, Garcea et Kikulwe (2019) ont montré que les récits justificatifs (*narratives*) de ce plan (mais aussi les contre-récits qui le critiquaient) étaient articulés autour de trois thématiques : les obligations (légales, politiques, morales) du Canada ; ses intérêts (économiques et politiques) et ses capacités (d’organisation, d’absorption et de sécurité). Sur la base d’une analyse médiatique, des auteures ont démontré que si l’image des réfugiés syriens était

moins défavorable que celle d'autres groupes de migrants forcés, « ces représentations positives sont principalement utilisées afin de souligner la 'vraie' nature de la nation canadienne, soit sa vraisemblable générosité et sa bienveillance envers les minorités » (WINTER, PATZELTE, et BEAUREGARD 2018, 15-16 ; voir aussi : WALLACE 2018).

Ces analyses démontrent à quel point il est important de comprendre non seulement les actes politiques qui ont entouré l'arrivée des réfugiés syriens, mais aussi la construction des discours autour de cet accueil. Même si l'opération syrienne a fait l'objet de critiques et d'une opinion publique divisée (GARCEA et KIKULWE 2019), elle reste une pièce centrale de l'héritage des premiers pas du gouvernement Trudeau. C'est d'autant plus à souligner que, sur cet aspect et d'un point de vue comparé, le Canada se démarque bel et bien d'autres États-nations par sa décision d'accueillir 25 000 réfugiés syriens en un temps record (BOSE 2020). Devant la montée de sentiments xénophobes à l'endroit des migrants, la plupart des pays industrialisés se désengagent de leur mission humanitaire et limitent le nombre de réfugiés. Le gouvernement Trudeau, au début de son mandat, prend une direction opposée.

Les arrivées à la frontière (2017-2018)

Un an après l'accueil des réfugiés syriens, le Canada va être confronté à une autre réalité de la migration internationale, soit l'entrée irrégulière de demandeurs d'asile par la frontière canado-américaine. Cette arrivée imprévue de migrants va provoquer des réactions au Canada devant une situation qui n'est pas du tout la même que celle des Syriens, qui – eux – étaient sélectionnés par le gouvernement fédéral ou parrainés. Les « migrants de la frontière » ne semblent pas autant désirés car ils viennent au Canada sans y être invités. À partir de janvier 2017, le nombre d'entrées irrégulières à la frontière va augmenter pour atteindre un sommet en août 2017 : en un mois, 5 712 demandeurs d'asile traversent alors la frontière à un point d'entrée non officiel, contre 513 en début d'année (UNHCR 2019). En 2018, 19 419 personnes ont traversé la frontière canado-américaine en dehors de points d'entrée officiels et plus de 90 % des arrivées irrégulières ont lieu dans la province du Québec (SCHERTZER et PAQUET 2019). Le chemin Roxham, au sud de Montréal en Montérégie (BOURGEON, D'ARAGON-GIGUÈRE et VALLET 2017, 148), va devenir le lieu emblématique de cette autre réalité de l'accueil : « C'est le point de passage le plus emprunté par les demandeurs d'asile qui traversent la frontière canadienne de façon irrégulière parce qu'il est facile d'accès et sécuritaire et parce qu'il a reçu une attention médiatique importante en 2017 » (UNHCR 2019, 1). Des deux côtés de la frontière, tout un système se met en place, à la fois sécuritaire avec un renforcement des contrôles mais aussi d'accueil pour faciliter la trajectoire des

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

migrants (notamment avec des tentes, des chauffeurs de taxi, des bus ou la présence d’association d’entraide). Au Canada, les organismes se portent à la défense des réfugiés et appellent à la solidarité³. Il faut souligner l’énorme attention politico-médiatique qui entoure cette période et les réactions de la population canadienne, moins favorable à l’accueil des demandeurs d’asile et inquiète par l’aspect irrégulier des passages.

Ces nouveaux mouvements de migrants peuvent être expliqués par plusieurs facteurs. D’une part, l’élection de Justin Trudeau et sa rhétorique en faveur de l’immigration a pu constituer un appel d’air (« pull factor » ou effet d’aspiration) (BEYLIER 2018, 18). D’autre part, du côté des « push factors », il faut prendre en compte le climat global de plus en plus défavorable à la réinstallation des réfugiés mais aussi les politiques anti-immigration menées par le Président américain (SCHERTZER et PAQUET 2019 ; BEYLIER 2018), comme le « Muslim Ban » ou l’annulation de certains permis temporaires (par exemple, pour les Haïtiens). Si les migrants décident d’entrer au pays en dehors des points d’entrée officiels, c’est en raison des contraintes de l’Entente entre le Canada et les États-Unis sur les tiers pays sûrs (IRCC 2016)⁴. Dans les grandes lignes, le système d’immigration canadien permet à un individu de présenter une demande d’asile au Canada dans un point d’entrée officiel, ou dans un bureau intérieur de l’Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), ou d’Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Les migrants font le choix de passer à pied par le chemin Roxham pour éviter de passer à un point d’entrée et se faire refuser l’entrée au Canada en raison de cette entente, qui permet le renvoi aux États-Unis de toute personne réfugiée qui se présente à un point d’entrée régulier⁵.

³ Des groupes militants comme Solidarité sans frontières et *No one is Illegal* se déplacent à la frontière et se confrontent à des mouvements d’extrême-droite opposés à l’immigration.

⁴ Cette entente a fait l’objet de développements récents puisque le 22 juillet 2020, la Cour fédérale du Canada a déclaré cet Accord inconstitutionnel et a suspendu l’arrêt pour 6 mois, pour que le gouvernement puisse faire appel ou combler la lacune juridique. En se référant à la Charte canadienne des droits et libertés, la juge souligne que les États-Unis ne peuvent plus être considérés comme un pays sûr et elle demande au gouvernement canadien de revoir sa position (WARNICA 2020). Depuis, le gouvernement fédéral a annoncé qu’il appellerait de cette décision.

⁵ De manière plus précise, le droit d’immigration canadien distingue des points d’entrée terrestres, portuaires et aériens. La non-recevabilité d’une demande d’asile ne s’applique essentiellement qu’aux points d’entrée terrestre (Règlement sur l’Immigration et la Protection des Réfugiés (RIPR), alinéa 159.4(1)). Il existe une situation rare où cette non-recevabilité peut s’appliquer aux points d’entrée aériens : dans le cas d’une personne qui est en instance de renvoi des États-Unis et qui transite par le Canada pendant ce renvoi (RIPR, alinéa 159.4(1)c et 159.4(2)). De plus, il existe une liste d’exception à la non-recevabilité d’une demande d’asile à un point d’entrée terrestre (par exemple, être mineur ou

Face à ces arrivées à la frontière, comment le gouvernement Trudeau réagit-il ? Au début, il se veut accueillant avec les migrants. Le 28 janvier 2017, Justin Trudeau lance un tweet qui fera la une dans le monde entier : « To those fleeing persecuting, terror & war, Canadians will welcome you, regardless of your faith. Diversity is our strength #WelcometoCanada » (MALONEY 2017). D'un côté, les réactions sont nombreuses et saluent ce geste de compassion, d'ouverture et d'accueil en terre canadienne (LJUNGGREN et MEHLER PAPERNY 2017). À court terme, le fameux tweet de Trudeau va présenter le Canada comme une terre d'accueil et enclencher un processus migratoire inusité au pays. Ceci a créé un fort contraste entre les politiques de fermeture américaines et l'ouverture du Canada, ce qui a « forgé un déséquilibre d'apparence (qui est essentiellement discursif puisque, de facto, la politique migratoire canadienne n'a pas changé) » (BOURGEON, D'ARAGON-GIGUÈRE et VALLET 2017, 151). De l'autre côté, les critiques ont également été fortes, considérant ce tweet comme irresponsable et encourageant les arrivées irrégulières (voir, par exemple, CBC 2018). Les oppositions viennent alors du niveau fédéral mais aussi de certaines provinces.

La situation est particulièrement tendue au Québec. Certains événements significatifs ont contribué à l'hypermédiatisation du sujet, comme par exemple l'utilisation du stade olympique de Montréal comme lieu d'hébergement (SABA 2017), qui a pu envoyer un message alarmiste. L'analyse de la couverture médiatique des principaux quotidiens québécois autour de l'arrivée des demandeurs d'asile met en évidence une polarisation de sa population⁶. De manière schématique, les opinions des Québécois peuvent s'organiser autour de trois positions : (1) ceux qui considèrent que ces nouveaux arrivants, de par le simple fait d'être arrivés de façon irrégulière, ne constituent pas de véritables réfugiés, et ne méritent pas l'accueil qu'on leur offre ; (2) ceux qui sont contre cette façon d'arriver, mais soulignent le désespoir qui accompagne une telle décision et le besoin de faire preuve d'empathie et de compassion dans le traitement de leurs demandes ; (3) ceux qui refusent d'utiliser le terme d'immigration 'illégal' et militent pour une abolition des frontières, accusant souvent le premier camp de racisme. De plus, un autre aspect polémique entourant cet enjeu a été la question du partage des responsabilités et des coûts entre le provincial et le fédéral pour l'accueil de ces demandeurs d'asile (SCHERTZER

avec certains permis de travail). Dans ces cas, une demande d'asile demeure recevable (voir la liste complète des exceptions, alinéa 159.5 et 159.6 du RIPR).

⁶ Dans le cadre d'une recherche en cours, nous avons analysé qualitativement et de manière exploratoire la couverture médiatique des événements à la frontière canado-américaine du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2018 dans quatre quotidiens québécois (*La Presse*, *Le Devoir*, *Le Journal de Montréal*, *The Montreal Gazette*) et un quotidien du Manitoba (*The Winnipeg Free Press*).

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

et PAQUET 2019 ; PAQUET 2020a, 350-52). Le Québec a (comme d’autres provinces) régulièrement accusé le fédéral de manquer de transparence et de compétence, mais aussi de ne pas reconnaître son travail d’accueil.

Face à cette levée de boucliers, le gouvernement Trudeau décide de maintenir le cap mais son discours évolue au fur et à mesure, en particulier en insistant sur l’importance des procédures et des règles pour demander l’asile. En août 2017, Justin Trudeau déclare qu’il appuie toujours son tweet #WelcometoCanada mais qu’il y a un « processus » et des « étapes » à franchir pour déterminer si quelqu’un est un réfugié (MALONEY 2017). Au début de l’année 2018, le gouvernement canadien a envoyé des diplomates ainsi que des députés aux États-Unis⁷ afin de prévenir les arrivées illégales et dissuader des demandeurs d’asile (notamment des Salvadoriens ou des Haïtiens) de tenter leur chance au Canada (THOMSON 2017; PARENT 2018). Cette déclaration du Ministre de l’Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Ahmed Hussen, est sans équivoque :

La priorité absolue de notre gouvernement est de veiller à ce que toutes les lois soient respectées afin de protéger la santé et la sécurité des Canadiens. Les mesures que nous avons prises jusqu’à présent nous ont permis d’appliquer nos politiques et procédures pour protéger notre frontière, tout en continuant à respecter les obligations nationales et internationales du Canada (IRCC 2018)

En février 2018, le nouveau budget fédéral comprend 173,2 millions de dollars supplémentaires pour la gestion de la frontière (IRCC 2018) et, en juillet 2018, le remaniement ministériel voit l’apparition d’un nouveau « Ministère de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé » – non sans critiques sur cette association entre migrations irrégulières et réduction de la criminalité (DIB 2018). De plus, malgré des demandes d’organisations pour suspendre l’Entente sur les tiers pays sûrs⁸, le gouvernement Trudeau refuse de bouger – même si la situation est instable aux États-Unis. En avril 2019, justifiant des modifications qui restreignent les possibilités pour les migrants qui ont franchi la

⁷ Le ministre, Ahmed Hussen, quant à lui, s’est déplacé au Nigeria pour mieux évaluer la situation autour de titres de voyages vers les États-Unis.

⁸ C’est le cas du Conseil canadien pour les réfugiés : « Selon les notions d’humanité, des droits de la personne et d’une gestion responsable des frontières, l’entente sur les tiers pays sûrs devrait être suspendue. Nous n’avons reçu aucune explication convaincante pour justifier pourquoi le gouvernement canadien refuse de prendre cette mesure » (CCR 2017).

frontière de manière irrégulière de demander l'asile, Justin Trudeau dit vouloir s'assurer que le système soit rigoureux et équitable (PARENT 2019).

Pour comprendre l'influence de ces événements sur le bilan de Trudeau en matière d'immigration, il faut prendre en considération la grande politisation qui entoure alors cet enjeu : le gouvernement doit faire face à une pression politique et médiatique majeure. Des positions radicalement opposées s'affrontent, soit pour diminuer l'afflux, soit pour mieux le réguler et améliorer l'accueil aux arrivants. Si dans le Canada anglophone, des arguments nationalistes ont été utilisés pour défendre l'idée d'accueillir les migrants (en appelant aux valeurs d'ouverture et multiculturalistes canadiennes), au Québec les arguments nationalistes ont plutôt été utilisés pour critiquer l'accueil des migrants et les coûts engendrés pour la province. Au final, si la situation au Canada n'a mené à aucun débordement réel – et ce malgré plusieurs cris d'alarme lancés en ce sens, son association à d'autres enjeux (crise migratoire en Europe, politique anti-immigration de Trump, augmentation globale du mouvement des réfugiés et de migrants, menaces à l'identité canadienne ou québécoise, accommodements raisonnables, etc.) semble en avoir fait un enjeu pressant pour beaucoup de Canadiens et déterminant pour le premier mandat de Trudeau.

Quel bilan pour Trudeau en matière d'immigration ?

Sur la base de l'analyse de ces moments particulièrement révélateurs, au moins trois enseignements se dessinent pour évaluer le bilan du gouvernement Trudeau en matière d'immigration, de la campagne électorale de 2015 à la fin de son premier mandat en 2019 : (1) la compassion; (2) l'écart entre discours et politiques; (3) l'influence des tendances globales et le rapprochement des régimes migratoires.

Le premier constat à tirer concerne la place de la « compassion » dans l'action et la rhétorique de Justin Trudeau en matière d'immigration, surtout en début de mandat avec le plan de réinstallation des réfugiés syriens. Comme noté par Hadfield (2017, 26), « Trudeau has reversed the general tone of Canadian migration policy, tapping instead into an image of 'compassionate Canadians' ». Cette stratégie de communication a été articulée autour d'un *ethos* de la compassion, une des valeurs centrales mises de l'avant par les Libéraux, comme étant un caractère des Canadiens et comme justifiant les orientations prises par le gouvernement en matière d'immigration (humanitaire). Le concept de compassion est aussi intéressant car il a été utilisé par des chercheurs pour interroger le régime d'immigration canadien (BAGLAY 2017 ; BENDER et ARROCHA 2017). Dans le débat sur la migration, la compassion peut être définie comme une attitude et une action qui expriment plusieurs sentiments (BERLANT

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

2004) : la résilience (HALL et LAMONT 2013), la responsabilité (SIRRIYEH 2018), la solidarité (BAUDER et JUFFS 2020), l’hospitalité (BRUGÈRE et LE BLANC 2017 ; BOUDOU 2017). Dans cette optique de la compassion, devant l’afflux de migrants en Occident, des discours et des initiatives ont souhaité venir en aide aux personnes réfugiées et aux personnes vulnérables (MAESTRI et MONFORTE 2020). Un peu partout, au Canada comme ailleurs, se sont développées des initiatives comme les villes sanctuaires (BAUDER 2017 ; MOFFETTE et RIDGLEY 2018) et autres refuges (BONTEMPS et al. 2018) ou encore des actions citoyennes⁹. Par sa pratique de l’acte de l’hospitalité, la compassion veut dépasser la logique du « eux » et du « nous ». Dans cette perspective, la compassion s’oppose à la rhétorique du repli et du populisme, qui va chercher à exacerber cette distinction en manipulant la peur et l’anxiété des populations devant les grandes transformations du monde (MUDDE 2017) – en particulier face à l’immigration. Dans le cas du Canada et du bilan de Justin Trudeau, il faut souligner cet emploi de la compassion : non seulement mise en pratique par la société civile mais surtout incarnée au plus haut niveau de l’État par le Premier Ministre à plusieurs occasions, à travers des déclarations ou des gestes. De ce fait, l’ambition de Trudeau en matière d’immigration se distingue bel et bien de l’action des Conservateurs auparavant.

Le second enseignement de l’analyse des années Trudeau par rapport à l’immigration est que l’idéal de compassion impulsé au début du mandat des Libéraux n’a pas duré. Les promesses de Trudeau et son idéal de la compassion ont été mis à mal par la pression médiatique et politique qui a entouré les arrivées irrégulières à la frontière canado-américaine. Non seulement le gouvernement Trudeau a dû faire face à une levée de boucliers dans le camp des Conservateurs au niveau fédéral, mais les relations ont également été tendues avec les provinces (en particulier avec le Québec). Surtout, au-delà de la rhétorique, plusieurs chercheurs ont démontré que si les discours de Trudeau voulaient rompre de manière franche avec les années Harper, les politiques n’ont pas forcément suivi. En matière d’asile et analysant les mesures restrictives mises en place par le Canada à l’égard des demandeurs du statut de réfugié, Nakache note que « malgré un changement de cap majeur annoncé par le gouvernement libéral du Premier ministre Trudeau, élu à l’automne 2015, la grande majorité des mesures issues de la réforme de 2012 demeurent toujours en place » (2018, 1). Pour Dobrowolsky (2017), la rhétorique positive est contrebalancée par la réalité et les faits, ainsi que

⁹ Voir par exemple des initiatives citoyennes comme le groupe *Bridges not Borders* – Créons des ponts (<http://www.bridgesnotborders.ca/>). Il s’agit d’un regroupement de personnes (vivant près de Roxham Road, en bordure de la frontière canado-américaine) qui affichent leur solidarité aux migrants.

ses conséquences en matière de classe, de race ou de genre. Pour la chercheuse, la logique économiste engagée sous Harper est *de facto* aussi présente sous Trudeau : « Prevailing econocentrism was accelerated by the Harper Conservatives, and it persists now, despite narratives to the contrary » (DOBROWOLSKY 2017, 197). L'écart entre discours et politiques publiques est déterminant en matière d'immigration ; or, cet écart devrait être approfondi dans le cas canadien – en particulier sous Trudeau car il est opposé au « gap-hypothesis » (promesses fortes et restrictives des partis politiques mais action plus faible et ouverte) habituellement identifié dans la littérature sur la migration (LUTZ 2019).

Le troisième enseignement à considérer pour comprendre les années Trudeau renvoie à l'exceptionnalisme canadien en matière d'immigration, qui a été présent en filigrane de l'ensemble de cet article. Ces dernières années ont prouvé que, si le bilan Trudeau s'inscrit dans une certaine mesure dans cet exceptionnalisme, des tendances lourdes ont fortement pesé sur les résultats du gouvernement en matière migratoire. Face à une mondialisation croissante de la migration, le régime migratoire « économiste » s'est poursuivi, avec des critères de sélection basés sur la compétitivité et l'adaptation aux besoins du marché de l'emploi (PAQUET 2020b). Comme démontré par Dauvergne (2016) ou Gest et Boucher (2018), cette évolution suit le contexte international qui met sous pression le modèle canadien, qui lui aussi entre dans une logique axée avant tout sur la performance et la compétition avec d'autres pays. Malgré des discours de rupture, le bilan de Trudeau a été à la fois marqué par une logique de « dépendance au sentier », influencé par des tendances globales et limité par le rapprochement des régimes migratoires autour de cette logique « économiste ». De plus, avec l'arrivée des personnes migrantes venant des États-Unis, la question de la frontière s'est posée comme jamais auparavant au Canada. Si ces logiques sont plus familières au cas européen avec les nombreux passages irréguliers à des lieux comme Calais, Vintimille et Lampedusa (OBSMIGAM 2020), le gouvernement Trudeau a dû gérer une problématique inédite, se trouvant confronté à une opinion publique sensible et au cœur d'une tempête médiatique et politique. Ainsi, l'enjeu frontalier est venu déstabiliser le gouvernement et l'a obligé à adopter un ton plus ferme devant la situation des migrants à la frontière.

Conclusion

Au final, le bilan de Trudeau en matière d'immigration est en demi-teinte. À la fois, son mandat restera marqué par des gestes et des paroles fortes, notamment autour de l'accueil des réfugiés syriens – qui a mené à une vague de solidarité importante et marquante pour l'histoire du pays. Cependant, avec les années, le gouvernement libéral a dû faire face à des pressions qui ont mis à mal

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

ses promesses et son idéal de compassion. La mise en regard de l’accueil des réfugiés syriens avec les arrivées irrégulières à la frontière a révélé les tensions croissantes liées à l’immigration pour le gouvernement Trudeau : sa difficulté à maintenir sa rhétorique optimiste et d’ouverture face à un afflux non contrôlé de migrants ; des tensions dans ses relations avec les provinces ; l’influence de la politisation croissante de l’immigration et de l’approche sécuritaire des migrations dans d’autres sociétés occidentales qui ont aussi rejailli sur sa politique. Si le bilan se dessine en demi-teinte, c’est aussi en raison de l’énorme attente et enthousiasme qui sont nés suite à la campagne de 2015. Parce que la campagne de 2015 a été polarisée sur l’immigration et que Trudeau a appuyé sa rupture avec l’ère conservatrice comme une ligne majeure de son orientation en matière d’immigration, les attentes étaient grandes et ont mis une pression conséquente sur son premier gouvernement – que ce soit d’un point politique, médiatique ou des acteurs de la société civile.

Aujourd’hui, à l’aube d’un second mandat, le gouvernement minoritaire de Trudeau se trouve confronté à des dossiers difficiles en matière d’immigration. Surtout, la crise engendrée par la COVID-19 est venue rebattre les cartes des migrations : quelle sera la position adoptée par le gouvernement Trudeau pour faire face à cette crise, et ses répercussions migratoires et frontalières ? Dans ce contexte, si l’immigration n’était pas un enjeu électoral de premier plan au Canada, il est probable que la polarisation autour de cette question s’accroisse au niveau national et provincial. Le Canada de Justin Trudeau, face à une récession économique, va devoir composer avec, d’une part, ses ambitions passées en matière d’accueil et les besoins capitaux de migrants dans certains secteurs et régions du pays, mais aussi, d’autre part, avec des arbitrages sensibles sur ses seuils d’immigration, la gestion de ses frontières et les crispations de l’opinion publique. Il restera alors à tirer le bilan du second mandat de Trudeau, ce qui permettra probablement de jeter un autre regard sur son premier mandat.

Bibliographie

- ABU-LABAN, Yasmeen. 2017. “Building a New Citizenship Regime? Immigration and Multiculturalism in Canada.” In *Citizenship in Transnational Perspective*, edited by Jatinder MANN, 263-83. Cham: Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-319-53529-6_14
- ALBOIM, Naomi. 2016. “Lessons learned from the Indochinese and Syrian refugee movements.”. *Policy Options*. May 18.

<https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/mai-2016/lessons-learned-from-the-indochinese-and-syrian-refugee-movements/>

ALBOIM, Naomi, et Karen COHL. 2012. *Shaping the future: Canada's rapidly changing immigration policies*. Toronto: Maytree Foundation.

ARAT-KOC, Sedef. 1999. "Neo-liberalism, State Restructuring and Immigration: Changes in Canadian Policies in the 1990s." *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes* 34 (2): 31-56.

BAGLAY, Sasha. 2017. "Is Canada a Model for Compassionate Migration Policy?" In *Compassionate migration and regional policy in the Americas*, edited by Steven Bender and William F. Arrocha, 193-216. London: Palgrave Macmillan.

BAUDER, Harald. 2017. "Sanctuary Cities: Policies and Practices in International Perspective." *International Migration* 55 (2): 174-87. <https://doi.org/10.1111/imig.12308>

BAUDER, Harald, and Lorelle JUFFS. 2020. "'Solidarity' in the Migration and Refugee Literature: Analysis of a Concept." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 46 (1): 46-65. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2019.1627862>.

BELKHODJA, Chedly. 2020. "A Community Engaged in the Reception of Syrian Refugees: The Case of Moncton, New Brunswick." In *A National Project: Syrian Refugee Resettlement in Canada*, edited by Leah K. HAMILTON, Luisa VERONIS, and Margaret WALTON-ROBERTS, 280-310. Montreal: McGill-Queens University Press.

BELKHODJA, Chedly. 2014. « Les politiques d'immigration depuis l'arrivée de Stephen Harper ». Dans *Le fédéralisme selon Harper. La place du Québec dans le Canada conservateur*, édité par Julián CASTRO REA et Frédéric BOILY, 171-97. Québec : Presses de l'Université Laval.

BENDER, Steven, et William F. ARROCHA, éd. 2017. *Compassionate migration and regional policy in the Americas*. London: Palgrave Macmillan.

BERLANT, Lauren Gail, éd. 2004. *Compassion: the culture and politics of an emotion*. New York: Routledge.

BEYLIER, Pierre-Alexandre. 2018. « Le Canada : un refuge anti-Trump en mutation ? » *Études canadiennes/Canadian Studies* 85 : 11-28. <https://doi.org/10.4000/eccs.1414>

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

BISCAHIE, Thibault. 2019. “Beyond the Mosaic: Justin Trudeau and the Postnational Chimera”. *London Journal of Canadian Studies*. <https://doi.org/10.14324/111.444.ljcs.2019v34.003>

BLACK, Jerome H., and Bruce M. HICKS. 2008. “Electoral Politics and Immigration in Canada: How Does Immigration Matter?” *Journal of International Migration and Integration* 9 (3): 241-67. <https://doi.org/10.1007/s12134-008-0069-5>

BLOEMRAAD, Irene. 2012. “Understanding ‘Canadian exceptionalism’ in immigration and pluralism policy.” *Migration Policy Institute*.

BOILY, Frédéric, éd. 2007. *Stephen Harper : de l'École de Calgary au Parti conservateur ; les nouveaux visages du conservatisme canadien*. Québec : Presses de l'Université Laval.

BONTEMPS, Véronique, Chowra MAKAREMI, Sarah MAZOUZ, Hugo BERNARD, et BABELS, éd. 2018. *Entre accueil et rejet : ce que les villes font aux migrants*. Bibliothèque des frontières. Lyon : Le Passager clandestin.

BOSE, Pablo S. 2020. « The Shifting Landscape of International Resettlement: Canada, the US and Syrian Refugees.” *Geopolitics*, June: 1-27. <https://doi.org/10.1080/14650045.2020.1781820>

BOUDOU, Benjamin. 2017. *Politique de l'hospitalité : une généalogie conceptuelle*. Paris: CNRS éditions.

BOURGEON, Mathilde, Thalia D'ARAGON-GIGUÈRE, et Élisabeth VALLET. 2017. « Les Flux Migratoires à La Frontière Québéco-Américaine ». *Quebec Studies* 64 (décembre) : 141-56. <https://doi.org/10.3828/qs.2017.20>

BRUGÈRE, Fabienne, et Guillaume LE BLANC. 2017. *La fin de l'hospitalité*. Paris : Flammarion.

CBC, Radio. 2018. “Tory MP Michelle Rempel calls on Liberals to end illegal border crossings”, August 24. <https://www.cbc.ca/radio/asithappens/as-it-happens-tuesday-full-episode-1.4633051/tory-mp-michelle-rempel-calls-on-liberals-to-end-illegal-border-crossings-1.4633055>

CCR, Conseil canadien pour les réfugiés. 2017. « L’entente sur les tiers pays sûrs doit être suspendue ». 27 juin. <https://ccrweb.ca/fr/tiers-pays-sur>

DAUVERGNE, Catherine. 2016. *The new politics of immigration and the end of settler societies*. New York, NY: Cambridge University Press.

DIB, Lina. 2018. « Le nom du ministère de la Sécurité frontalière fait tiquer Amnistie internationale ». *La Presse*, 8 septembre 2018. <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201808/09/01-5192497-le-nom-du-ministere-de-la-securite-frontaliere-fait-tiquer-amnistie-internationale.php>

DOBROWOLSKY, Alexandra. 2017. “Bad versus Big Canada: State Imaginaries of Immigration and Citizenship” *Studies in Political Economy* 98 (2): 197-222. <https://doi.org/10.1080/07078552.2017.1343001>

DOUGLAS, Debbie. 2015. “Letter to the Honourable Justin Trudeau, Prime Minister.” OCASI - The Ontario Council of Agencies Serving Immigrants.

DUFOUR, Frédérick Guillaume, et Mathieu FORCIER. 2015. « Immigration, néoconservatisme et néolibéralisme après la crise de 2008 : le nouveau régime de citoyenneté canadien à la lumière des trajectoires européennes ». *Interventions économiques* 52 (février). <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2514>

FCM, Fédération canadienne des municipalités. 2016. “Welcoming Communities - A toolkit for municipal governments.” www.fcm.ca

FIŘTOVÁ, Magdalena. 2019. “Framing Canadian Immigration Discourse Under the Conservative Government (2006–2015): Breaking Path Dependence?” *Journal of International Migration and Integration*, December. <https://doi.org/10.1007/s12134-019-00734-4>

GARCEA, Joseph, et Daniel KIKULWE. 2019. “The Liberal Plan for Resettling Syrian Refugees in Canada: The Justificatory Narrative and Counter-Narrative.” *Canadian Ethnic Studies Journal* 51 (2): 87-106.

GAUCHER, Megan. 2020. “Keeping Your Friends Close and Your Enemies Closer: Affective Constructions of “Good” and “Bad” Immigrants in Canadian Conservative Discourse.” *Canadian Ethnic Studies* 52 (2): 79-98. <https://doi.org/10.1353/ces.2020.0014>

GEST, Justin, et Anna BOUCHER. 2018. *Crossroads: comparative immigration regimes in a world of demographic change*. Cambridge, UK; New York, NY: Cambridge University Press.

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

GREY, Colin, Constance MACINTOSH, and Sarah MARSDEN. 2019. “Canadian Immigration Law in the Face of a Volatile Politics.” *Dalhousie Law Journal* 42 (2): i-xiii.

HADFIELD, Amelia. 2017. “Maple Leaf Zeitgeist? Assessing Canadian Prime Minister Justin Trudeau’s Policy Changes.” *The Round Table* 106 (1): 23-35. <https://doi.org/10.1080/00358533.2016.1272954>

HALL, Peter A, and Michèle LAMONT. 2013. *Social Resilience in the Neoliberal Era*. <http://dx.doi.org/10.1017/CBO9781139542425>

HAMILTON, Leah K, Luisa VERONIS, and Margaret WALTON-ROBERTS. 2020. *A National Project: Syrian Refugee Resettlement in Canada*. Montreal: McGill-Queens University Press.

HIEBERT, Daniel. 2016. “What’s so special about Canada? Understanding the resilience of immigration and multiculturalism.” Migration Policy Institute. <https://www.migrationpolicy.org/research/whats-so-special-about-canada-understanding-resilience-immigration-and-multiculturalism>

HINSLIFF, Gaby. 2016. “There is a vision of what a progressive Britain could be. It’s called Canada.” *The Guardian*, March 31. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/mar/31/vision-of-progressive-britain-called-canada-justin-trudeau-trudeaumania>

IRCC. 2016. « Entente entre le Canada et les États-Unis sur les tiers pays sûrs ». <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/mandat/politiques-directives-operationnelles-ententes-accords/ententes/entente-tiers-pays-surs.html>

IRCC. 2018. « Les ministres Hussen, Garneau et Goodale font le point sur l’avancement du dossier des demandeurs d’asile au Québec et annoncent de nouvelles initiatives de sensibilisation au Nigéria - Communiqué de presse ». *Gouvernement du Canada*. 5 juillet. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2018/05/les-ministres-hussen-garneau-et-goodale-font-le-point-sur-lavancement-du-dossier-des-demandeurs-dasile-au-quebec-et-annoncent-de-nouvelles-initiati.html>

IRCC. 2019a. « #Bienvenueauxréfugiés : Le Canada a procédé à la réinstallation de réfugiés syriens ». *Gouvernement du Canada*. 9 juin. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/bienvenue-refugies-syrien.html>

IRCC. 2019b. « 2019 Annual Report on Immigration to Parliament ». www.canada.ca/ircc-publications

IRCC. 2020. « Notice – Supplementary Information 2020-2022 Immigration Levels Plan ». *Gouvernement du Canada*, 1 mars. <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/news/notices/supplementary-immigration-levels-2020.html>

LABBÉ, Jérôme. 2015. « Harper promet un plan « responsable et abordable » pour accélérer l'accueil de réfugiés au Canada ». *Radio-Canada*, 10 septembre. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/738114/accueil-refugies-canada-parti-conservateur-stephen-harper-plan-details-syrie>

LALANCETTE, Mireille, et Patricia CORMACK. 2020. "Justin Trudeau and the Play of Celebrity in the 2015 Canadian Federal Election Campaign." *Celebrity Studies* 11 (2): 157-70. <https://doi.org/10.1080/19392397.2018.1497519>

LAWSON, Guy. 2015. "Trudeau's Canada, Again." *The New York Times Magazine*, December. https://www.nytimes.com/2015/12/13/magazine/trudeaus-canada-again.html?_r=0

LEWIS, Jon, and Joanna Marie EVERITT, eds. 2017. *The blueprint: conservative parties and their impact on Canadian politics*. Toronto: University of Toronto Press.

LJUNGGREN, David, and Anna MEHLER PAPERNY. 2017. "While Trump Implements Immigration Policy, Canada's Trudeau Welcomes Refugees." *The Wire*, January 29. <https://thewire.in/world/canadas-trudeau-welcomes-refugees-turned-away-by-us>

LOFT, Ali Jan Ali. 2014. "Welcome to Canada? A Critical Review and Assessment of Canada's Fast-Changing Immigration Policies." RCIS Working Paper. Toronto: Ryerson University.

LUTZ, Philipp. 2019. "Reassessing the Gap-Hypothesis: Tough Talk and Weak Action in Migration Policy?" *Party Politics*, April. <https://doi.org/10.1177/1354068819840776>

MAESTRI, Gaja, et Pierre MONFORTE. 2020. "Who Deserves Compassion? The Moral and Emotional Dilemmas of Volunteering in the 'Refugee Crisis'." *Sociology* 54 (5): 920-35. <https://doi.org/10.1177/0038038520928199>

MALONEY, Ryan. 2017. "Trudeau Stands By #WelcomeToCanada Tweet Amid Flood Of Asylum Seekers, But Touts "Rule Of Law"." *Huffington Post*

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

(HUFFPOST), September 8. https://www.huffingtonpost.ca/2017/09/08/trudeau-stands-by-welcometocanada-tweet-amid-flood-of-asylum-seekers-but-touts-rule-of-law_a_23201839/

MARWAH, Inder, Triadafilos TRIADAFILOPOULOS, and Stephen E. WHITE. 2013. “Immigration, citizenship, and Canada’s new conservative party.” In *Conservatism in Canada*, edited by David Morton RAYSIDE and James Harold FARNEY, 95-119. Toronto: University of Toronto Press.

MOFFETTE, David, and Jennifer RIDGLEY. 2018. “Sanctuary City Organizing in Canada.” *Migration and Society* 1 (1): 147-55. <https://doi.org/10.3167/arms.2018.010113>

MUDDE, Cas, ed. 2017. *The populist radical right: a reader*. London: New York: Routledge.

NAKACHE, Delphine. 2018. « La réforme du système d’octroi de l’asile au Canada : où en sommes-nous ? » *Revue des droits de l’homme*, 14 (juin). <https://doi.org/10.4000/revdh.4031>

NIMIJEAN, Richard. 2018. “Introduction: Is Canada Back? Brand Canada in a Turbulent World.” *Canadian Foreign Policy Journal* 24 (2): 127-38. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1481873>

OBSMIGAM. 2020. *Le manège des frontières : criminalisation des migrations et solidarités dans les Alpes-Maritimes*. Édité par Pinar SELEK et Daniela TRUCCO. Lyon : Le Passager clandestin.

OMIDVAR, Ratna. 2016. « The Harper Influence on Immigration. » In *The Harper factor: assessing a Prime Minister’s policy legacy*, edited by Jennifer DITCHBURN and Graham FOX, 179-95. Montreal; Kingston: McGill-Queen’s University Press.

PAQUET, Mireille. 2020a. “Federalism and Immigration in Canada.” In *Canadian Federalism: Performance, Effectiveness, and Legitimacy*, edited by Herman BAKVIS and Grace SKOGSTAD, 337-62. Toronto: University of Toronto Press.

PAQUET, Mireille. 2020b. « La « sélection efficace » des immigrants : paradigme de la mobilité et légitimité de l’État québécois ». *Diversité urbaine* 20 (1). <https://doi.org/10.7202/1068222ar>

PAQUET, Mireille, and Lindsay LARIOS. 2018. "Venue Shopping and Legitimacy: Making Sense of Harper's Immigration Record." *Canadian Journal of Political Science* 51 (4): 817-36. <https://doi.org/10.1017/S0008423918000331>

PAQUET, Mireille, et Catherine XHARDEZ. 2020. "Immigrant integration policies when regions decide 'who comes in': the case of Canadian provinces." *Regional Studies*, September. <https://doi.org/10.1080/00343404.2020.1808881>

PARENT, Stéphane. 2016. « Le gouvernement canadien révoque la citoyenneté aux immigrants à un taux beaucoup plus élevé que le précédent ». *Radio Canada International*, 11 octobre. <https://www.rcinet.ca/fr/2016/10/11/immigrants-le-gouvernement-canadien-revoque-la-citoyennete-a-un-taux-beaucoup-plus-eleve-que-le-precedent/>

PARENT, Stéphane. 2018. « Stop aux États-Unis : ne venez plus au Canada illégalement ! » *Radio Canada International*, 25 janvier. <https://www.rcinet.ca/fr/2018/01/25/pablo-rodriguez-stop-ne-venez-pas-au-canada-illegalement-haitien-salvadoriens-illegaux-etats-unis/>

PARENT, Stéphane. 2019. « Pour freiner les demandeurs d'asile : Justin Trudeau défend ses changements aux règles ». *Radio Canada International*, 4 novembre. <https://www.rcinet.ca/fr/2019/04/11/nouvelles-restrictions-pour-freiner-les-demandeurs-dasile-justin-trudeau-defend-ses-changements-aux-regles/>

PARTI LIBÉRAL DU CANADA. 2015. « Changer ensemble : Le bon plan pour renforcer la classe moyenne ».

PATHWAYS TO PROSPERITY CANADA. 2016. *Syrian Refugee Resettlement: The Great Canadian National Project - Chris Friesen*. Pathways to Prosperity 2015 National Conference: Responding to a Changing Immigration Environment. <https://www.youtube.com/watch?v=DYBViAuw4M4&feature=youtu.be>

PELLERIN, Hélène. 2011. « De la migration à la mobilité : changement de paradigme dans la gestion migratoire. Le cas du Canada ». *Revue européenne des migrations internationales* 27 (2): 57-75. <https://doi.org/10.4000/remi.5435>

RADIO-CANADA. 2015a. « Justin Trudeau présente un Conseil des ministres paritaire et diversifié », 11 avril. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/747955/assermentation-trudeau-cabinet-rideau-hall>

RADIO-CANADA. 2015b. « Les libéraux veulent accueillir 25 000 réfugiés... d'ici la fin de l'année », 5 septembre. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/737377/parti-liberal-canada-veut-accueillir-25000-refugies-dici-fin-2015>

“NOUS SOMMES DE RETOUR !” : JUSTIN TRUDEAU ET LA GESTION DE
L’IMMIGRATION

RAYSIDE, David Morton, and James Harold FARNEY, eds. 2013. *Conservatism in Canada*. Toronto: University of Toronto Press.

ROOT, Jesse, John SHIELDS, and Erika GATES-GASSE. 2019. “Neoliberalism and the Framing of Contemporary Canadian Immigration Policy.” In *Putting Family First: Migration and Integration in Canada*, edited by Harald BAUDER, 45-66. Vancouver: UBC Press.

SABA, Michel. 2017. « Arrivée massive de migrants : les douaniers sont débordés ». *La Presse*, 8 mai. <https://www.lapresse.ca/actualites/montreal/201708/05/01-5122255-arrivee-massive-de-migrants-les-douaniers-sont-debordes.php>

SCHERTZER, Robert, and Mireille PAQUET. 2019. “A lot is riding on how we manage asylum seekers.” *Policy Options*. February 21. <https://policyoptions.irpp.org/magazines/february-2019/lot-riding-manage-asylum-seekers/>

SIMMONS, Alan. 2017. “Value Conflict in Turbulent Times: Shifting Policies on Refugees, Asylum-Seekers, and Undocumented Migrants”. In *Twenty-First Century Immigration to North America: Newcomers in Turbulent Times*, edited by Victoria M. ESSES and Donald E. ABELSON, 290-320. Montreal: McGill Queen’s University Press.

SIRRIYEH, Ala. 2018. *The Politics of Compassion: Immigration and Asylum Policy*. Bristol: Bristol University Press.

SOROKA, Stuart, and Sarah ROBERTON. 2010. “A Literature Review of Public Opinion Research on Canadian Attitudes Towards Multiculturalism and Immigration, 2006–2009.” <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/corporate/reports-statistics/research/literature-review-public-opinion-research-on-canadian-attitudes-towards-multiculturalism-immigration-2006-2009/summary.html>

THOMSON, Sylvia. 2017. “MPs prepare to head south to dissuade asylum seekers in U.S. from heading north once protected status expires.” *CBC News*, August 11. <https://www.cbc.ca/news/politics/canada-migration-haiti-united-states-trump-1.4392219>

TOLLEY, Erin. 2017. “Political Players or Partisan Pawns? Immigrants, Minorities and Conservatives in Canada.” In *The Blueprint: Conservative Parties*

and their Impact on Canadian Politics, edited by Jon LEWIS and Joanna Marie EVERITT, 101-28. Toronto: University of Toronto Press.

TREBILCOCK, Michael. 2019. "The Puzzle of Canadian Exceptionalism in Contemporary Immigration Policy." *Journal of International Migration and Integration* 20 (3): 823-49. <https://doi.org/10.1007/s12134-018-0633-6>

UNHCR, L'agence des Nations Unies pour les réfugiés. 2019. « Les arrivées irrégulières à la frontière : informations générales - Janvier-Juillet 2019 ». <https://www.unhcr.ca/fr/download-app/publications/>

VOSSEN, Kelly Céleste. 2019. « Le cadrage politique et l'éthos de Justin Trudeau sur Instagram : un storytelling héroïque entre émotion et celebrity politics ». *Communiquer* 26: 1-22.

WALLACE, Rebecca. 2018. "Contextualizing the Crisis: The Framing of Syrian Refugees in Canadian Print Media." *Canadian Journal of Political Science* 51 (2): 207-31. <https://doi.org/10.1017/S0008423917001482>

WARNICA, Richard. 2020. "Canadian federal court ruling could mean the end of Roxham Road border crossings." *Montreal Gazette*, July 24. <https://montrealgazette.com/news/canada/canadian-federal-court-ruling-could-mean-the-end-of-roxham-road-border-crossings/wcm/09c1596c-b791-4a9c-aff4-a966967db558/>

WINTER, Elke, Anke PATZELTE, et Mélanie BEAUREGARD. 2018. « L'imaginaire national, l'asile et les réfugiés syriens en Allemagne et au Canada : une analyse discursive ». *Canadian Ethnic Studies* 50 (2): 15-33.